

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
110 · Mai 2023
AZB 3001 Berne · Post CH AG



En route vers la Grève féministe!

Le 14 juin prochain, la Grève féministe aura à nouveau lieu. Martine Docourt, co-présidente des Femmes socialistes suisses, revient sur cette date importante de la mobilisation féministe en Suisse et les raisons de se mobiliser à cette occasion. Toutes et tous dans la rue! Pages 8 – 9

BIENVENUE VALÉRIE!

Valérie Piller Carrard, conseillère nationale fribourgeoise, a été élue à la Vice-présidence du PS Suisse lors du dernier Congrès. Découvrez ses motivations et ses engagements dans notre interview. Page 10

INCLUSION

Notre camarade Julien-Clément Waeber a participé à la première session des personnes handicapées et revient sur cet événement et ses engagements en page 11. Découvrez également l'initiative pour l'inclusion en page 12.



L'IMAGE DU MOIS

Ce premier mai, comme chaque année depuis plus d'un siècle, a eu lieu partout dans le monde la journée internationale des travailleuses et travailleurs. En Suisse aussi, on est descendu dans la rue pour célébrer l'union internationale des travailleuses et travailleurs et pour revendiquer de meilleures conditions de travail et de vie. Cette année plus que ja-

mais, nous devons nous battre pour défendre notre pouvoir d'achat, devons contester les attaques constantes de la bourgeoisie contre notre système social, devons exprimer l'indignation ressentie suite aux annonces de dépense de milliards pour sauver des banques défailtantes alors qu'on nous répète sans cesse qu'il n'y a pas d'argent pour aider les

plus démunis. Cette journée a également été l'occasion de rappeler qu'il existe encore une inégalité prégnante entre les femmes et les hommes dans le monde du travail et que le 14 juin, jour de la Grève féministe, c'est tout le peuple suisse progressiste qui descendra dans la rue pour exiger justice et égalité entre toutes et tous.

Liberté, Égalité, Fraternité ... ?



Rebekka Wyler, co-secrétaire générale du PS Suisse

Les idéaux de la Révolution française sont également les idéaux de la gauche: tous les êtres humains naissent libres et égaux. Et toutes et tous doivent disposer des moyens nécessaires pour bénéficier d'une vie digne. Parallèlement, le PS et les syndicats ont longtemps été des confédérations d'hommes, ce qui s'exprime parfaitement dans le concept de fraternité: où sont passées les sœurs? C'était particulièrement vrai en Suisse, où les femmes n'ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité qu'en 1971. Dans nos rangs aussi, les modèles classiques de rôles ont (trop) longtemps perduré. Parallèlement, c'est la gauche qui a exigé le droit de vote des femmes dès 1918, à l'occasion de la grève nationale. Dès le début, le PS a pris parti pour l'égalité – même si la pratique et la théorie ne coïncidaient pas toujours (et ne coïncident toujours pas).

Dès le début, les revendications pour une égalité des sexes ont comporté plusieurs facettes. En principe,

il s'agissait et il s'agit toujours d'une part d'égalité économique et d'autre part de respect. Les femmes ne sont égales que lorsqu'elles ont le même accès aux ressources et qu'elles sont traitées avec respect dans toutes les situations de la vie. Le travail non rémunéré des femmes au sein du foyer, dans la prise en charge des enfants et des proches nécessitant des soins, mérite une plus grande reconnaissance. La conciliation de la vie familiale, de la vie professionnelle et d'autres obligations nécessite l'engagement de chacun-e d'entre nous.

Des salaires et des rentes qui diminuent, moins d'estime, de la violence envers les femmes – tout cela doit enfin cesser. C'est pourquoi nous descendrons dans la rue le 14 juin à l'occasion de la grève féministe – et nous irons aux urnes le 22 octobre pour les élections fédérales. Mais l'égalité n'est pas seulement une question de représentation. Il n'est pas très utile pour les femmes d'élire des représentantes de partis de droite qui votent finalement pour un âge de la retraite plus élevé, contre les salaires minimums et contre le financement des foyers d'accueil pour femmes. Nous, les femmes, avons besoin de représentantes qui s'engagent pour nos intérêts. Nous sommes toutes sollicitées – dans la lutte pour la liberté et l'égalité de toutes et tous, pour la fraternité et la sororité, pour la solidarité!



L'extrême droite à l'assaut de la liberté

Le 14 juin, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes solidaires sont attendu-es dans les rues pour demander du temps, de l'argent et du respect. Nous demanderons que l'égalité, inscrite dans la Constitution fédérale depuis 1981, soit plus qu'une vague promesse électorale et devienne enfin réalité. Nous exercerons un des droits démocratiques les plus élémentaires. Mais rappelons-nous des assauts qui, aujourd'hui encore, menacent des droits acquis de haute lutte.

Malheureusement, la liste est longue et s'allonge. En Iran, des femmes et des hommes solidaires crient leur espoir d'un pays et d'une société libres sont mort-es de s'être opposé-es à un régime théocratique à bout de souffle. Aux États-Unis, les assauts répétés de l'extrême droite et des mouvements chrétiens fanatiques contre le droit à l'avortement se répètent chaque semaine. Non contents d'avoir réussi à faire lever le droit fédéral à l'avortement, ces milieux tentent aujourd'hui de faire interdire la vente d'une pilule abortive. Ces atteintes inimaginables aux droits fondamentaux des femmes s'accompagnent d'attaques sans précédents contre l'existence même des personnes LBGTQIA+, et en particulier des personnes trans. Dans le même temps, des acteurs et réalisateurs violents et misogynes et se voient impunément dérouler un tapis rouge à Cannes. En Italie, la première ministre fasciste Georgia Meloni rend chaque jour plus difficile la vie des familles arc-en-ciel.

La Suisse n'est pas en reste: deux initiatives s'en prenant frontalement au droit à l'IVG sont en cours de récolte, les initiant-es s'adjoignant les moyens d'entreprises de récolte de signatures privées. Dans le courant du mois de mai, une journée de sensibilisation aux thématiques liées aux genres a dû être annulée dans une école zurichoise. La raison? Un conseiller national UDC s'en est pris aux organisateur-ices sur Twitter et la sécurité de l'événement scolaire ne pouvait plus être assurée.

L'émancipation de toutes les formes de domination sociale et économique est le pilier de la politique socialiste. Une fois de plus, des mouvements réactionnaires tentent d'imposer partout leur vision d'un monde dominé par quelques-uns seulement, leur avenir mortifère et leur société antidémocratique. Chaque jour les assauts des opposant-es à la liberté et aux droits humains redoublent de violence partout sur la planète. Le 14 juin, montrons dans la rue que nous sommes là, que nous sommes nombreuses et nombreux et que nous le resterons.

Colin Vollmer, co-rédacteur en chef

IMPRESSUM

Éditeur: PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch

Rédaction: Clément Borgeaud, Robin Magnusson, Colin Vollmer

Production: Atelier Bläuer, Berne

Non à un projet qui ne sert pas la population

Le 18 juin prochain, nous voterons sur le projet de l'OCDE qui consiste en une imposition minimale des multinationales.

Face à la situation de sous-enchère fiscale qui prévaut depuis des décennies, 137 pays se sont mis d'accord pour une imposition minimale de 15 % des bénéfices réalisés pour les entreprises actives au niveau international et réalisant un chiffre d'affaires dépassant 750 millions d'euros. Un Etat hôte hébergeant de telles entreprises est libre de ne pas respecter cette obligation. Mais il sera pénalisé de fait car un autre Etat pourra récupérer la différence auprès d'une filiale du groupe. En Suisse, entre 200 et 300 grandes entreprises et environ 2000 filiales seront concernées.

Le Parti socialiste a salué le principe de cette réforme qui correspond à une ancienne revendication qui doit enfin (ou qui aurait dû) mener à plus de justice fiscale.

Malheureusement, la majorité du Parlement a décidé d'une mise en œuvre totalement injuste: en effet, la répartition des recettes se fera à raison de 25 % en faveur de la Confédération et de 75 % en faveur des cantons. Cette répartition va



Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale (GE)



Christian Dandrès, conseiller national (GE)

profiter aux cantons qui pratiquent la sous-enchère fiscale et qui sont parmi les plus nantis. Selon un article paru dans la WOZ (Wochezeitung)*, Zoug touchera chaque année au moins 242 millions de francs supplémentaires et ne devra reverser que 31 millions à la péréquation financière. Le directeur des finances de Zoug a déjà déposé un projet visant à réduire l'impôt sur la fortune. Le cas de Bâle-Ville est encore plus flagrant: ce canton recevra 272 millions de francs et cédera 8 millions. Il prévoit des subventions pour l'industrie pharmaceutique.

Toujours selon cette étude, Genève sera le parent pauvre de cette réforme: le canton qui est pourtant l'un des principaux contributeurs à la péréquation fiscale ne touchera pas une miette de cette manne mais devrait tout de même verser 42 francs par habitant-e. Le canton dont les finances sont dirigées par une conseillère d'État PLR conteste ces chiffres mais n'est pas capable de dire s'il attend plus ou moins d'argent.

Sur les 25 % qu'elle percevra, la Confédération devra reverser un tiers aux cantons via la péréquation

financière et le solde devra servir à la promotion économique.

La Confédération aurait pourtant besoin d'un apport supplémentaire au vu des coupes en perspective. La conseillère fédérale Karine Keller Suter a prévu une réduction linéaire de 2 % dans toutes les dépenses sous prétexte d'un déficit structurel de 1,9 milliards apparu en 2022. C'est oublier que depuis le frein à l'endettement, la Confédération a engrangé des excédents structurels de plus de 20 milliards de francs. Malgré la crise du COVID et la crise énergétique, la Suisse reste l'un des pays les moins endettés du monde.

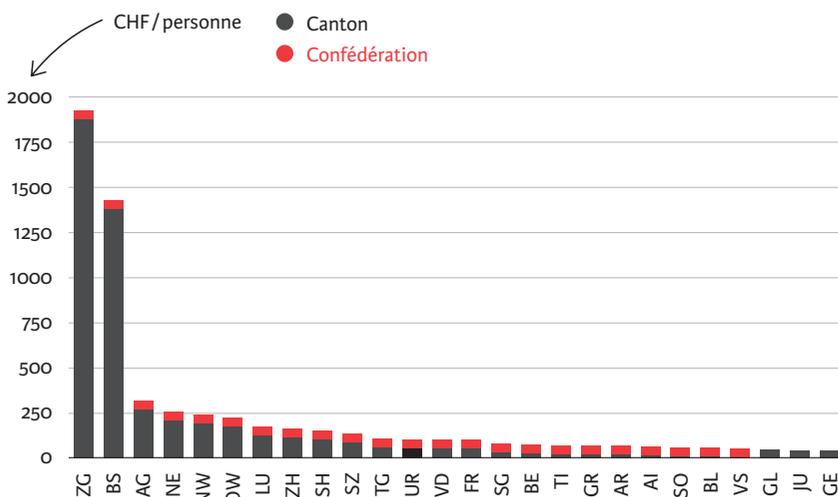
De plus, la conseillère fédérale a déjà annoncé des coupes dans les dépenses liées à partir de 2025 et les années suivantes (rentes de veuves, assurance-chômage, peut-être même dans la contribution de la Confédération au fonds AVS).

Cette réforme de l'OCDE, telle qu'elle sera mise en œuvre en Suisse, est un marché de dupes. La droite et l'extrême droite du Parlement ont fait de cette réforme un instrument au service de la sous-enchère fiscale et dont la population ne bénéficiera pas ou très peu.

Au Parlement, le Groupe socialiste s'est battu pour que cette réforme qui devrait rapporter entre 1,5 et 2,5 milliards serve à répondre aux besoins de la population. Il s'est engagé pour que la part fédérale des recettes supplémentaires soit allouée au développement des crèches et à l'allègement des primes d'assurance-maladie.

La droite a transformé cette réforme fiscale en instrument pour une relance de la concurrence fiscale intercantonale. Accepter cette loi n'est donc plus possible et c'est pourquoi le groupe socialiste au conseil national et le Congrès du PS appellent à voter NON à ce projet.

Recettes supplémentaires prévues



* Article paru dans la WOZ du 4 mai 2023, s'appuyant sur une étude du BSS, département fédéral des finances et l'Office fédéral de la statistique.

Un coup d'accélérateur pour la transition énergétique

Le 18 juin prochain, nous voterons sur la loi climat. Ces dernières semaines, personne n'aura manqué la déferlante de désinformation nourrie par l'UDC, le (seul) parti qui est à l'origine du référendum. Mais de quoi parle-t-on au juste ?

La Suisse subit de plein fouet les effets du dérèglement climatique: dessèchement des forêts, pluies torrentielles et raréfaction de l'eau n'en sont que les manifestations les plus visibles. Il n'est pas trop tard pour limiter les dégâts, mais il faut absolument réduire dès maintenant nos émissions de gaz à effet de serre.

Une réponse rapide et efficace pour agir au plus vite

En 2021, la population suisse a rejeté la loi sur le CO₂, retardant ainsi la mise en œuvre d'importantes mesures en faveur du climat. Il fallait donc impérativement remettre rapidement l'ouvrage sur le métier afin d'aboutir à un projet qui rassemble une majorité. Mission accomplie avec la loi climat, un texte concret et ciblé qui présente trois axes principaux:

1. La neutralité carbone, un engagement qui découle de l'Accord de Paris

En 2015, la Suisse a signé l'Accord de Paris sur le climat, s'engageant à réduire à zéro ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Avec la loi climat, la Suisse inscrit cet objectif dans sa législation et prend ainsi ses

responsabilités sur le plan international.

2. Un programme d'impulsion ambitieux pour remplacer les chauffages polluants

Le domaine du bâtiment génère près du quart des émissions de CO₂. Pour progresser efficacement, il faut donc accélérer le remplacement des vieilles installations au mazout, au gaz ou à l'électricité. La loi climat permettra de remplacer 100 000 chauffages polluants, ce qui représentera à terme une économie d'un million de tonnes de CO₂ par an.

L'ensemble de la population profitera de cet encouragement financier, les locataires également, puisque le passage du fossile au renouvelable, avec une pompe à chaleur ou un réseau thermique par exemple, contribuera à stabiliser voire à réduire les charges. Car on le sait: ce qui pousse les prix à la hausse, ce sont les fluctuations du prix des combustibles fossiles, pour lesquels la Suisse dépend entièrement de l'étranger.

3. Un soutien aux entreprises innovantes

L'économie profitera aussi de la loi climat, puisque les entreprises qui



Mathilde Crevoisier, conseillerère aux États (JU)

investissent dans leur décarbonation avec des technologies nouvelles recevront aussi un encouragement financier.

Au total, 3,2 milliards de francs seront consacrés aux mesures de la loi climat: 200 millions par an pendant 10 ans pour le remplacement des chauffages, et 200 millions par an pendant 6 ans pour encourager l'innovation dans l'industrie.

Garantir notre sécurité énergétique et se défaire des lobbys du gaz et du pétrole

La guerre en Ukraine a mis en lumière la forte dépendance de la Suisse envers l'étranger pour son approvisionnement, et nous a fait prendre la mesure de ce que signifie «ne pas avoir la main sur sa destinée énergétique». Encourager les énergies renouvelables, c'est encourager la production de l'énergie là où elle est consommée. Cela crée des emplois, dans le bâtiment et dans le développement technologique, qui profitent directement à l'économie locale. C'est d'ailleurs pour cela que la loi climat rencontre un vaste soutien, que ce soit des milieux politiques, économiques, associatifs ou encore de l'agriculture. Afin de relever le défi du siècle, nous voterons OUI le 18 juin à la loi climat.

Le certificat COVID doit rester compatible sur le plan européen et international

La loi COVID-19 est entrée en vigueur en septembre 2020 et arrivait à son terme en décembre 2022. Les mesures nationales imposées à la population (situation particulière) ont pris fin le 1er avril 2021 avec le rétablissement de la répartition usuelle des compétences.



Brigitte Crottaz,
conseillère nationale (VD)

La Confédération doit cependant conserver certains instruments éprouvés pour protéger la santé publique car, même si la situation sur le plan épidémiologique s'est stabilisée, le virus n'a pas disparu et il faut s'attendre à ce que le COVID-19 reste présent sur le long terme.

La pandémie a fait près de 7 millions de morts dans le monde et plus de 14 000 en Suisse. Au cours du mois d'avril 2023, plus de 4 millions de cas ont été diagnostiqués au niveau mondial (28 000 décès), ce qui incite à surveiller encore attentivement l'évolution de ce virus.

Pour faire face à une éventuelle nouvelle vague, le Conseil fédéral a donc souhaité maintenir certaines dispositions pour les hivers 22/23 et 23/24 et prolonger jusqu'en juin 2024 plusieurs dispositions qui ont fait leurs preuves dans la lutte contre le COVID-19.

Garantir la compatibilité internationale

La prolongation concerne surtout le certificat COVID car, même s'il n'est plus utilisé en Suisse, il continue d'être requis à l'étranger, en particulier dans l'UE. Sa compatibilité internationale doit être garantie.

Les bases légales de l'application de traçage SwissCovid, désactivée depuis le 1er avril 2022, sont également prolongées et le logiciel pourra ainsi être réactivé en cas de nécessité.

La prolongation concerne aussi le soutien à la recherche de médicaments contre le coronavirus, la réglementation pour protéger les personnes vulnérables et les mesures garantissant la liberté de voyage des populations frontalières en cas de fermeture des frontières. Au Parlement, seule l'UDC s'est opposée au projet.

La loi sera valable jusqu'au 30 juin 2024. Elle a été déclarée urgente, contre l'avis de l'UDC, car il y aurait sinon eu un vide législatif jusqu'à la votation.

Le référendum a été lancé par une vingtaine d'organisations et de partis réunis sous la bannière « Mesures? Non merci » pour exprimer leur désaccord face à la prolongation de la loi COVID. Leur argument est que, le Gouvernement fédéral ayant déclaré la pandémie terminée et ayant levé toutes les mesures, il ne sert à rien de prolonger des dispositions légales. Pour eux, la loi sur le certificat COVID doit disparaître.

Ce référendum fait preuve d'un véritable acharnement et d'un déni de démocratie puisque les Suissesses et les Suisses se sont déjà prononcés deux fois en faveur de la loi COVID-19 à une claire majorité de 60 % le 13 juin 2021, à 62 % le 28 novembre 2021. C'est ainsi le texte le plus attaqué de l'histoire récente de la Confédération.

En Suisse, les mesures pandémiques ont disparu en avril 2022. Si le Parlement a décidé de prolonger cette loi en décembre 2022, c'est surtout pour pouvoir rapidement protéger la population en cas de pics épidémiques.

La prolongation de la loi COVID-19 doit donc être considérée comme une mesure de précaution pour être prêt à réagir rapidement en cas de nécessité. Elle n'entraîne ni discrimination, ni privation de liberté.

Sans hésiter, votons oui à la modification de la loi COVID-19 pour, si nécessaire, pouvoir recourir rapidement à des mesures éprouvées sans utiliser le droit d'urgence.

Oui à
la loi covid

Un projet intolérable !

Rarement le Parlement a exprimé autant de mépris à l'égard des femmes qu'en adoptant la réforme des caisses de pension le 17 mars dernier. Bien qu'elles travaillent globalement autant que les hommes, les femmes à la retraite touchent déjà un tiers de moins qu'eux. Et ce projet de réforme va encore péjorer leur situation, les réductions de rentes dues à la baisse du taux de conversion n'étant pas suffisamment compensées. Il va falloir attendre des décennies pour que le processus d'épargne ainsi adapté se traduise par de meilleures rentes.



Valérie Piller Carrard,
conseillère nationale (FR) et
vice-présidente du PS Suisse

Cotiser plus, pour moins de rentes

Ce projet de réforme des caisses de pension demande de cotiser plus pour toucher moins de rentes, une perte qui peut aller jusqu'à 3240 francs par an, à l'heure où l'inflation engloutit déjà l'équivalent d'une rente mensuelle. Mais surtout, cette révision repose sur une promesse non tenue faite aux femmes il y a de cela un peu plus d'un an, lors de l'adoption de la réforme de l'AVS. En décembre 2021, en augmentant leur retraite de 64 à 65 ans, le Parlement avait promis d'augmenter leurs rentes en contrepartie dans le 2ème pilier. Du vent ! Les femmes qui partiront à la retraite ces prochaines années, celles qui sont les plus touchées par les détériorations, vont purement et simplement voir leurs rentes baisser.

Un marché de dupes

Une année de travail en plus pour

des rentes plus basses: un marché de dupes. À l'origine, les partenaires sociaux avaient élaboré un compromis acceptable, qui compensait les désavantages des personnes travaillant à temps partiel. Mais lors des débats au Parlement, ce compromis équilibré a été purement et simplement torpillé par la droite. Ce qui n'a pas empêché diverses branches des arts et métiers, l'Union suisse des paysans et plusieurs spécialistes du 2e pilier d'inviter au rejet de cette réforme juste avant les votes finaux.

Cette réforme des caisses de pension n'est pas seulement un affront fait aux femmes. C'est de toutes les personnes salariées que cette réforme se moque, en particulier celles aux plus bas revenus, qui seront les plus ponctionnées. En tout, cette révision leur coûtera jusqu'à 2000 francs de plus par année, pour des rentes plus basses: un véritable scandale.

D'autant plus choquant que le seul gagnant de cette révision est le secteur financier qui continuera à se remplir impunément les poches en profitant de son accointance avec la majorité bourgeoise de notre Parlement: avant même cette intolérable réforme, assurances, gestionnaires de caisses de pensions et courtiers prélevaient déjà chaque année 7 milliards de francs sur nos avoirs de vieillesse.

Protéger le pouvoir d'achat

Et disons-le clairement: la baisse du taux de conversion est une idée dépassée, qui date de l'époque révolue des taux d'intérêt négatifs, et d'avant l'inflation que la Suisse connaît désormais, et qui pèse lourd sur les personnes à moyens et bas revenus. Au contraire, il s'agit aujourd'hui d'élaborer des solutions pour répondre au risque de perte de pouvoir d'achat, puisqu'à l'heure actuelle les compensations du renchérissement ne sont assurées ni dans le premier ni dans le 2e pilier.

Face à l'insupportable cynisme de la majorité bourgeoise qui gouverne la Suisse, il nous reste l'arme du référendum, et je vous invite à vous mobiliser. Parlez à votre famille, à vos ami-es, à vos connaissances pour qu'elles et ils prennent conscience de l'importance de ce qui est en train de se jouer. D'ici au 6 juillet, nous avons besoin d'un maximum de signatures pour faire aboutir ce référendum. Le projet ne répond ni à la crise du pouvoir d'achat, ni à celle de l'égalité et ne profite qu'aux assureurs.



« Une perte qui peut aller jusqu'à 3240 francs par an, à l'heure où l'inflation engloutit déjà l'équivalent d'une rente mensuelle. »



En route vers le 14

Dans un peu moins de deux semaines, nous serons une nouvelle fois amenées à manifester notre colère dans la rue, sur les lieux de travail ou de formation face aux inégalités et discriminations qui persistent et touchent les femmes de notre pays. Alors que nous étions plus d'un demi-million de femmes et d'hommes solidaires lors de la grève féministe du 14 juin 2019, nous devons à nouveau nous mobiliser aux côtés des syndicats et des collectifs de la grève féministe pour faire entendre nos voix et nos revendications.



Martine Docourt, co-présidente des Femmes socialistes suisses

En effet, bien que le Parlement se soit féminisé il y a 4 ans, le bilan de la politique d'égalité ne peut nous satisfaire. De même, si quelques avancées sont observables en matière de prévention des violences ou de luttes contre celles-ci, lorsque les moyens financiers pour leur mise en œuvre sont débattus, il reste difficile d'obtenir les fonds nécessaires. Sur la base de ce constat, nous devons maintenir la pression et nous mobiliser chacune et chacun le 14

juin prochain, afin qu'une réelle politique féministe puisse se concrétiser au Palais fédéral. C'est fortes de cette convictions que nous nous engageons dans la campagne pour les élections fédérales de cet automne.

Nos revendications sont claires: nous exigeons de l'argent, du temps et du respect.

Alors que les femmes travaillent autant que les hommes si l'on fait l'addition du travail rémunéré et non rémunéré, elles gagnent en moyenne

43,2 % de moins que les hommes sur l'ensemble de leur vie. Pour pallier cette situation, pour parvenir à une réelle égalité économique, nous prenons parti pour une augmentation des salaires et des rentes. Dans les métiers majoritairement féminins – alors qu'ils sont nécessaires au bon fonctionnement de notre société –, les salaires sont bas. Et ce sont ainsi les femmes qui sont touchées en premier par l'inflation. C'est pourquoi une augmentation des salaires est plus que nécessaire. Il s'agit donc d'augmenter dès maintenant les salaires dans les domaines des soins, de l'assistance à la personne ou encore du commerce de détail. Pour y parvenir, nous devons instaurer un ou plusieurs salaires minimaux, tout comme exiger l'application systématique de l'égalité salariale. Ceci per-



Aleksandra Zdravković

mettra d'améliorer les conditions de travail et permettra aux femmes de vivre un peu plus dignement lors de leur parcours professionnel.

Toutefois, pour vivre dignement à la retraite et pour garantir le droit à l'autodétermination des personnes retraitées, nous avons besoin de rentes qui couvrent les besoins vitaux, comme cela est inscrit dans la Constitution fédérale. C'est pourquoi nous soutenons l'introduction d'une 13^{ème} rente AVS. Cette amélioration des rentes est plus que nécessaire après l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, qui travailleront une année de plus avec AVS 21, et pour gagner finalement moins!

Le constat n'est d'ailleurs pas plus reluisant avec la réforme des caisses de pension, qui demande aux

femmes de cotiser plus pour recevoir moins. C'est pourquoi nous nous engageons contre cette réforme qui pénalise une fois de plus les femmes et les bas salaires. À terme, c'est tout le système de prévoyance qui doit être revu, pour qu'il soit enfin financé de manière équitable.

Nous le savons, le temps est ce que nous avons de plus précieux. Et ce temps, nous devons aussi pouvoir en disposer librement, il ne peut se résumer au travail. Ceci afin de garantir un avenir qui soit social, durable et signe d'une existence digne d'être vécue. Ainsi, *nous prenons parti pour le temps de bien vivre*. Ceci passe indéniablement par une réduction du temps de travail avec le maintien des mêmes salaires. Alors que la productivité ne cesse d'augmenter, le temps de travail ne

diminue pas. Et les maladies liées au stress au travail deviennent de plus en plus courantes. Il est donc plus que justifié que le temps de travail se réduise afin de permettre une répartition plus équitable du travail de *care* non-rémunéré et pour une amélioration de la santé physique et psychique des travailleuses et des travailleurs.

De plus, s'il est totalement justifié de réduire le temps de travail de manière générale, il est également primordial que les familles aient du temps pour se reposer et récupérer après l'arrivée d'un enfant par l'introduction d'un congé parental d'au moins 6 mois pour chaque parent.

Pour notre autodétermination physique et sociale, *nous prenons parti pour le respect de nos corps, de notre travail et de nos enfants*. Les chiffres sont hélas clairs quand nous parlons de violence. En Suisse, environ 430 000 femmes qui y vivent ont subi des abus sexuels. Pour faire face à la violence sexiste, qui est un véritable problème structurel, nous voulons des moyens financiers pour conseiller, soutenir et encadrer les personnes qui subissent ces violences en raison de leur sexe ou de leur orientation sexuelle et nous exigeons ainsi que 0,1 % du PIB y soit consacré.

Par ailleurs, les femmes assument toujours la plus grande partie du travail de *care* non-rémunéré. Et pour certaines, elles n'ont d'autre choix que celui de ne pas travailler, faute d'une politique de conciliation inexistante et des coûts trop élevés pour faire garder leurs enfants. Rappelons que le travail non rémunéré effectué par les femmes représente 244 milliards de francs par an. Pour une meilleure reconnaissance du travail de *care*, afin qu'il soit ainsi enfin respecté, nous demandons qu'il soit pris en compte dans toute discussion politique comme dans le cadre des réformes des retraites par exemple.

Enfin, pour respecter nos enfants, nous nous engageons par notre initiative sur les crèches, qui veut permettre d'offrir une place financièrement accessible pour chaque enfant, en faisant de l'accueil extrafamilial un service public, mesure nécessaire à la valorisation des conditions de travail dans ce domaine.

Valérie Piller Carrard, nouvelle vice-présidente du PS Suisse

Valérie Piller Carrard, conseillère nationale fribourgeoise depuis 2011, a été élue au dernier Congrès du PS Suisse à la vice-présidence du parti. Nous revenons avec elle aujourd'hui sur cette élection et ses combats politiques :

1. Valérie, tu as été élue lors du dernier Congrès à la Vice-présidence du parti. Comment as-tu vécu ce moment ?

Ce fut pour moi un moment très fort en émotions. L'enthousiasme des membres venu-es en nombre à ce Congrès m'a permis de me rendre compte de la confiance qu'une telle élection traduit et j'en suis honorée.

2. Quel rôle comptes-tu jouer au sein de la Présidence du parti ?

Je pense pouvoir jouer un rôle important dans les élections fédérales à venir en représentant la Suisse romande et en assurant une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes. De plus, mon parcours professionnel et politique est un atout pour assurer une certaine diversité au sein de la Présidence.

3. Tu sièges à la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national. Comment expliquer la décision du Conseil fédéral de développer de nouvelles infrastructures routières ?

Les élu-es de gauche siégeant à la Commission ont accueilli cet arrêté fédéral de façon très critique car nous sommes favorables à assurer l'entretien des infrastructures routières mais pas à leur expansion. Nous militons pour le développement d'alternatives en renforçant notre réseau de transports publics. Avec cette décision, la Suisse va à l'encontre des politiques nécessaires pour faire face au défi climatique. De plus, le plan d'économies sur les subventions des transports publics

a un impact direct sur le pouvoir d'achat de la population en augmentant les coûts des billets.

4. Tu t'es également engagée dans le développement de l'accueil extra-familial. Pourquoi ce thème te tient-il à cœur ?

J'ai moi-même été confrontée à cette problématique en étant à la fois maman et active professionnellement. L'organisation que cela requiert pour les parents est un défi de taille. Il est essentiel de renforcer l'accueil extra-familial car il favorise l'égalité entre les hommes et les femmes mais également l'égalité des chances chez les enfants en les sociabilisant dès le plus jeune âge.

5. Le 14 juin se rapproche à grand pas, qu'est-ce que cette date évoque pour toi ?

Tout d'abord, cette date me rappelle le 14 juin 2019. Ce fut un moment très fort politiquement et émotionnellement. Cette mobilisation a suscité un engouement au sein de la population pour les questions féministes. Mais on ne doit rien lâcher, le combat continue pour l'égalité, et c'est pour cette raison que cette année encore nous devons descendre en masse dans la rue.

6. Pourquoi avons-nous encore besoin de la grève féministe et du combat féministe en général ?

L'égalité n'est pas encore atteinte: il existe toujours une inégalité salariale, les femmes sont encore trop confrontées aux discriminations de genre au travail, les femmes

sont surreprésentées dans les métiers à bas revenus, elles ont majoritairement la charge du travail de soin non-rémunéré. Bref, d'une manière générale, la place de la femme doit être revalorisée en Suisse.

7. Cet automne auront lieu les élections fédérales. Quelle est la force du PS Suisse qui, selon toi, n'est pas encore assez mise en avant ?

Nous sommes avant tout le lobby de la population. Nous n'avons peut-être pas suffisamment insisté sur ce point ces dernières années. On est le seul parti qui défend les préoccupations des vraies gens. Mais aujourd'hui nous renforçons nos fondamentaux notamment en mettant la défense du pouvoir d'achat au centre de notre programme politique.

« Nous sommes le lobby de la population, le seul parti qui défend les préoccupations des vraies gens. »

Retour sur la première session des personnes handicapées de Suisse

Julien-Clément Waeber, président de Forum Handicap Vaud, président de Cap-Contact Association et conseiller communal, revient sur la première session des personnes handicapées de Suisse. 44 des 200 sièges du Conseil national étaient occupés à cette occasion. Ce chiffre correspond à la part de personnes en situation de handicap en Suisse, soit 22 %.

1. Dans son discours d'introduction, le président du Conseil national Martin Candinas a indiqué que seul 1 siège était occupé par une personne handicapée au Parlement fédéral alors que 22 % de la population suisse est en situation de handicap. Comment expliquer cet écart de représentation ?

Selon moi, cet écart peut être expliqué par une vision stéréotypée à l'égard des personnes en situation de handicap, qui sont souvent perçues en fonction de leurs limitations physiques ou intellectuelles plutôt que de leurs compétences et capacités. Cette vision réductrice conduit à une discrimination inconsciente dans les choix de vote des électeur-trices, qui ont tendance à élire davantage de personnes dites « valides » que des personnes en situation de handicap.

Il est donc primordial que les partis politiques jouent un rôle de premier plan dans la promotion d'une représentation plus équitable des personnes en situation de handicap au Parlement fédéral.

2. Tu as déposé une proposition lors de cette session, de quoi s'agit-il ?

Ma proposition vise à encourager les partis politiques à promouvoir une représentation plus équitable des personnes en situation de handicap sur leurs listes électorales, ainsi que d'adopter des processus de désignation plus inclusifs. En somme, ma proposition vise à encourager une plus grande représentation des personnes en situation de handicap dans la vie politique suisse, en engageant

les partis politiques à adopter des mesures concrètes pour y parvenir.

3. Tu as toi-même un parcours politique riche et inspirant. Penses-tu qu'il t'a été plus difficile que pour une personne dite valide de te faire entendre dans ce milieu ?

Oui, clairement, mon parcours politique a été plus difficile que pour une personne dite « valide ». L'accessibilité est un problème majeur pour les personnes en situation de handicap en politique.

4. Tu as évoqué dans une interview parue dans le 24 heures en 2020 avoir été victime de grave discrimination notamment lors de ton élection au Conseil communal. Est-ce que la situation a selon toi évolué depuis ?

En ce qui concerne ma propre expérience au Conseil communal de Chavannes-près-Rensens, je pense que la situation a évolué positivement. Au fil du temps, j'ai réussi à devenir une personne forte au sein du Conseil ainsi que dans ma section PS locale. Cependant, je suis conscient que la situation est encore difficile pour les personnes en situation de handicap.

5. Y a-t-il selon toi du validisme systémique dans la société suisse actuelle ?

Oui, bien sûr, et ce validisme est présent dans de nombreuses institutions pour les personnes en situation de handicap ainsi que dans les organisations proposant des activités de loisir adaptées. Malheureusement,

même les personnes qui évoluent dans le monde du handicap, y compris parfois les personnes en situation de handicap comme moi, peuvent être validistes sans s'en rendre compte.

6. En dehors de la question du droit des personnes handicapées, quels sont les luttes politiques qui te motivent dans ton travail au sein du PS Vaud ?

En dehors de la question des droits des personnes en situation de handicap, la lutte qui me motive le plus dans mon travail au sein du PS Vaud est celle contre le capitalisme. Il est évident que ce système ne cesse d'amener des crises, et ce, année après année. Je trouve inacceptable que ce soient toujours les mêmes qui s'enrichissent alors que les coûts sont supportés par les populations les plus pauvres.

7. Merci d'avoir participé à cette interview. Pour le mot de la fin, qu'est-ce qu'on peut te souhaiter pour ton avenir politique ?

Merci beaucoup pour cette interview. Je suis maintenant premier vident-ensuite au Grand Conseil vaudois, ce qui serait une opportunité intéressante pour moi d'y siéger. J'espère pouvoir continuer à défendre les droits des personnes en situation de handicap. Je souhaite également continuer à me battre pour des questions qui me tiennent à cœur, comme la lutte contre le capitalisme.

« J'ai réussi à devenir une personne forte au sein du Conseil. »



Une initiative pour l'égalité des droits

L'égalité des personnes en situation de handicap n'étant toujours pas une réalité malgré les lois en vigueur, des citoyen-nes concerné-es par ce sujet ont lancé l'« initiative pour l'inclusion ». Cette initiative concerne tout le monde : en Suisse, une personne sur cinq vit avec un handicap.

La Suisse compte près de 1,7 million de personnes vivant avec un handicap. Les personnes en situation de handicap se heurtent quotidiennement à de nombreux obstacles qui rendent difficile, voire impossible leur participation autonome à la vie en société. À maints égards, notre société n'est pas encore inclusive – elle n'est pas conçue pour les personnes en situation de handicap.

Garantir l'égalité des droits

L'initiative vise à garantir l'égalité des droits et de fait des personnes en situation de handicap dans tous les domaines de la vie en Suisse ainsi qu'à adapter la Constitution fédérale en ce sens. Les handicaps doivent en effet être reconnus comme partie intégrante de l'être humain. L'initiative pour l'inclusion fait ainsi progresser la société tout entière. Les



Sina Eggimann, membre du Conseil de parti et candidate au Conseil national (ZG)

personnes en situation de handicap doivent pouvoir participer à la vie en société de manière autodéterminée et égalitaire. Cela implique par exemple la mise à disposition des mesures de soutien nécessaires à cet effet, que ce soit sous forme d'assistance, de moyens auxiliaires ou d'autres mesures d'adaptation.

Droits humains fondamentaux

Depuis 23 ans, notre Constitution garantit une certaine protection contre les discriminations fondées sur un handicap physique, cognitif ou psychique. La Suisse dispose certes d'une Loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand) et a ratifié la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Or, ces droits humains fondamentaux sont mis en œuvre de façon extrêmement hésitante, voire pas du tout, notamment sur le plan cantonal. De toute évidence, le droit en vigueur ne suffit pas à garantir la participation égalitaire et autodéterminée des personnes en situation de handicap à la vie en société. Pour faire avancer les choses, il convient d'inscrire dans la Constitution un

mandat renforcé de la part du peuple et des cantons ! L'égalité effective des personnes en situation de handicap doit enfin devenir une priorité.

Aujourd'hui, l'égalité en droit et dans les faits des personnes en situation de handicap est mise en œuvre sans grande conviction. L'initiative pour l'inclusion exige une protection efficace des personnes en situation de handicap contre les discriminations. Elle charge la Confédération et les cantons de prendre des mesures visant à garantir leur égalité en droit et dans les faits, quel que soit le domaine de la vie concerné.

La fin des promesses en l'air

L'inclusion et l'égalité ne doivent plus rester des promesses en l'air, mais doivent devenir tangibles. Il ne faut pas que les personnes en situation de handicap continuent d'être considérées comme des personnes « fragilisées ». C'est pour cela que l'initiative pour l'inclusion est nécessaire. C'est pour cela que la population doit pouvoir voter afin de décider si nous voulons une Suisse plus inclusive et plus ouverte, où les droits humains sont respectés pour toutes et tous.

→ www.initiative-inclusion.ch

Chasse au trésor climatique

Pensez-vous qu'une votation puisse réunir des personnes de tout bord pour leur faire vivre une activité ensemble et les inviter à se questionner sur un aspect de leur vie? En tant que citoyenne et enseignante, j'en suis convaincue. Et si la politique pouvait être associée à un « vécu partagé » entre femmes, hommes, autres genres, enfants de toute nationalité, religion, langue, etc. ? Pour y parvenir, il a été nécessaire de trouver une idée. Eureka! Une solution a émergé au sein du PS Corminboeuf pour préparer les citoyen·nes à la future votation du 18 juin 2023 en organisant une « chasse au trésor sur le climat » le samedi 13 mai.

30 personnes dont 10 enfants ont répondu présent·es au rendez-vous, à l'école du village. Les participant·es



Paola Rugo Graber,
secrétaire PS Corminboeuf

ont commencé par faire connaissance tout en marchant à la lisière de la forêt. De là, chacune des équipes de 10 personnes s'est aidée d'une carte pour se déplacer d'un lieu à un autre et trouver l'arbre sur lequel était accrochée une affiche avec une question pour les adultes et une question-jeu pour les enfants. Chaque équipe s'est creusé les méninges pour trouver la bonne réponse en lien avec la future votation (objectifs, implication financière) ou aux résultats scientifiques liés aux changements climatiques. Quant aux enfants, ils ont été amenés à réfléchir sur les différentes manières de se déplacer, d'acheter des produits locaux et leur impact sur le climat, d'utiliser l'eau lors de leur douche, de connaître les énergies renouvelables et la durée

nécessaire pour qu'un objet se décompose allant de la banane au sac en plastique en passant par la chaussette en laine. Une équipe a trouvé le mot mystérieux « sobriété » signifiant « consommer moins et mieux ».

Malgré la pluie présente durant tout le parcours, toutes et tous ont eu le courage et la persévérance d'aller jusqu'au bout. Un apéritif convivial les a réunis sous l'abri « Au bois de mon cœur ». Chaque participant·e était heureux·se de repartir se réchauffer à la maison en emportant avec elle ou lui le sac du PS « Oui à la protection du climat » et une bonne plaque de chocolat. Et comme a dit Manfred: « Je me réjouis toujours de connaître des gens et d'être actif, avec pluie ou soleil, c'est égal, cela me fait du bien ».



NOUVEAU SITE INTERNET TOUT SAVOIR SUR LA POLITIQUE ... SOCIALISTE !

Un nouveau site internet a fait son apparition dans la grande famille socialiste: il s'agit de «direct». «direct» est un site du PS Suisse qui fournit des articles sur les thèmes qui font l'actualité politique, économique et sociale. Rédigés par des collaborateurs-trices du PS Suisse, les articles tentent de rendre accessibles les décisions, débats et autres sujets brûlants du moment qui occupent la vie politique de notre pays. Des sujets internationaux sont également abordés.

Récemment, nous avons démontré comment la multinationale des matières premières Glencore bénéficiera de la mise en œuvre de l'impôt minimal de l'OCDE ou comment l'UDC répand de fausses informations pour faire campagne contre la loi climat.

L'objectif de «direct» n'est pas de remplacer les médias d'information indépendants. «direct» répond cependant à un besoin, pour le PS Suisse et ses élu-es partout en Suisse, de pouvoir dire ce qui est: nous fournissons ainsi une analyse de la situation politique, économique et sociale, ainsi que les solutions que nous voyons aux problèmes actuels, dans une perspective socialiste.

Lisez-nous sur www.direct-magazine.ch, abonnez-vous à notre newsletter hebdomadaire et suivez-nous sur les réseaux sociaux!

DIRECT

Dire ce qui est



Manuela Honegger

6

questions à Manuela Honegger

Présente-toi en quelques mots:

Je m'appelle Manuela Honegger, je suis docteure en sciences politiques spécialiste des institutions de l'État providence, engagée de longue date dans le travail associatif et mentor d'entreprise pour les ONG à but non lucratif ainsi que pour les femmes*. Et récemment membre du PS neuchâtelois.

Comment te décrirais-tu en trois mots?

Je dirais tout d'abord que je suis une personne pragmatique. Je travaille au quotidien à la réalisation de l'émancipation des femmes* et des personnes précaires. Par ce travail, je suis évidemment engagée dans la vie politique et associative. Enfin, je suis orientée vers des solutions concrètes pour nous assurer un avenir meilleur.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS?

Par mon travail dans le secteur social, je vois tous les jours la pauvreté et la précarité en Suisse. Je m'engage au PS parce que c'est le parti qui défend la justice sociale au sein des parlements et des gouvernements.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse?

L'inégalité économique entre les femmes* et les hommes est une situation inacceptable dans un pays riche comme la Suisse. Les femmes* sont surreprésentées dans les groupes sociaux précaires. Ceci s'explique par le fait qu'elles s'occupent encore majoritairement du travail non rémunéré domestique ou de «care». Ceci impacte leur situation matérielle pendant leur vie active mais aussi à la retraite puisqu'elles touchent en moyenne des rentes plus basses que les hommes. De plus, les métiers «féminins» sont en moyenne sous-payés par rapport au reste du marché du travail. Nous devons agir pour assurer l'égalité économique entre les femmes* et les hommes et enfin permettre aux femmes* de sortir de la précarité.

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action?

Tout d'abord, comme je l'ai dit plus haut, je m'assurerais d'une égalité salariale entre les femmes* et les hommes. Ensuite, je mettrais en place la semaine de travail de 35 heures. Il est impensable de continuer à travailler au même rythme alors que notre productivité a fortement augmenté ces dernières décennies. Enfin, je mettrais en place un plan d'action pour le travail non rémunéré afin qu'il soit reconnu à sa juste valeur: un pilier essentiel du bon fonctionnement de notre société.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans?

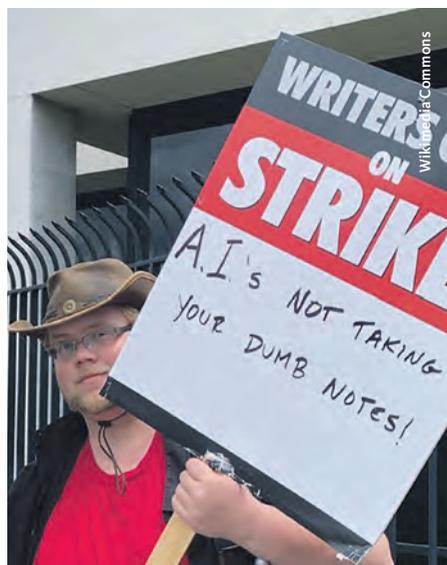
Dans vingt ans, le PS sera à 30%, et qui sait peut-être plus, dans tous les parlements du pays! Cette croissance du parti dans nos institutions politiques permettra aux thèmes politiques encore trop délaissés comme la justice sociale et le féminisme d'être mieux représentés et défendus!

INITIATIVE SÉBASTIEN CALA



Sébastien Cala est allé défendre en mars dernier à Berne son initiative portant sur le congé maternité. Devant la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, le député socialiste du Parlement vaudois a présenté cette initiative soutenue par le Grand Conseil et le Conseil d'État vaudois qui vise à permettre de prolonger le congé maternité en cas d'hospitalisation prolongée à la suite d'un accouchement. Bien que son initiative parlementaire ait été refusée, le travail de Sébastien Cala et ses collègues a porté ses fruits. En effet, la Commission a proposé, à la place de l'initiative originelle, une motion reprenant point par point le texte du socialiste. Passer par la voie de motion et non d'une initiative parlementaire déposée par un canton permettra à l'Assemblée fédérale de traiter plus rapidement cet objet. Il ne reste plus qu'à nos parlementaires fédéraux de convaincre le reste des Chambres pour que cette avancée progresse en faveur du droit des travailleuses et travailleurs suisses aboutisse.

UNE GRÈVE CULTURELLE? AUX ÉTATS-UNIS ?!



Ce mardi 2 mai a débuté une vaste grève des scénaristes du milieu audiovisuel. Leur revendication principale est simple: une revalorisation des salaires. Comme partout ailleurs, les salaires réels diminuent face à une inflation constante. Situation inacceptable car, dans ce secteur clé du monde culturel américain et occidental, les affaires n'ont cessé de croître notamment lors de la crise COVID. Les sites de visionnage en ligne sont en plein essor; en tête desquels se trouvent les mastodontes Disney+, Netflix et Amazon Prime. Si les propriétaires de ces entreprises s'enrichissent à ne plus savoir que faire de leur argent, à l'image de Jeff Bezos et sa course aux étoiles, les travailleur-euses connaissent une précarisation sans précédent. Et dans un pays où le syndicalisme et les idéaux socialistes vivent un renouveau, cela ne passe plus. C'est pourquoi le principal syndicat des scénaristes américain-es, la Writers Guild of America, a décidé de mener une grève qui pourrait coûter des milliards aux grands patrons.

LE CHIFFRE

31,2 %

C'est le taux de femmes dans les exécutifs cantonaux atteint en 2023. Sur les 154 sièges totaux, 106 sont encore occupés par des hommes. L'égalité dans les institutions politiques n'est donc pas encore réalisée. Mais derrière ce chiffre bien triste se cache une évolution plus heureuse: depuis l'an 2000, les sièges occupés par des femmes dans les gouvernements cantonaux sont passés de 30 à 48. Soit une augmentation de 13%. On observe ainsi une amélioration de la représentation des femmes en politique sur le temps long. Il est plus que temps de consolider cette avancée et de militer pour atteindre l'égalité parfaite entre les femmes et les hommes au niveau politique. Et ce afin de représenter à sa juste valeur un groupe social majeur de notre société trop longtemps muselé.

LE RÉSULTAT

Élections genevoises

Une défaite: le tournant à droite; une victoire: l'extrême-droite évincée de l'exécutif; une incompréhension: un ancien conseiller d'État condamné réélu. Voici en condensé les résultats du second tour de l'élection du Conseil d'État genevois du dimanche 30 avril. Notons avant tout les bons résultats de nos camarades Thierry Apotheloz et Carole-Anne Kast ainsi que de notre allié Antonio Hodgers qui représenteront la gauche sociale et écologique dans le nouveau gouvernement genevois. Ensuite, remarquons que lorsque la gauche est suffisamment forte pour forcer la droite à s'allier, cela favorise les partis de droite « progressiste » au détriment de la droite dure conservatrice. On peut donc considérer que, malgré le virage à droite du gouvernement genevois, ces résultats démontrent la force du bloc de gauche dans le canton de Genève. En sera-t-il ainsi pour les élections fédérales de cet automne ?

OUI

Remplaçons les
chauffages.
Protégeons le climat.



**LOI CLIMAT
LE 18 JUIN 2023**

